

*Les crédits*

L'industrie canadienne de la défense, concentrée au Québec et dans le sud de l'Ontario, se compose d'environ 1 000 sociétés spécialisées dans ce qu'il est convenu d'appeler la nouvelle industrie à forte intensité de connaissances, plus précisément en électronique aérospatiale et en communications.

M. Robert Gillespie, ancien sous-ministre adjoint au ministère de la Défense nationale, décrivait ainsi l'industrie de la défense:

Notre industrie ne compte que quelques grandes sociétés dont le chiffre d'affaires dépasse les 100 millions de dollars par année. En fait, la grande majorité des entreprises sont plutôt petites et peu d'entre elles produisent du matériel purement militaire. Plus de 50 p. 100 de l'industrie appartient à des intérêts étrangers, les sociétés américaines étant les plus nombreuses. Elle dépend fortement du marché d'exportation.

De 1959 à 1991, on a assisté à de fortes fluctuations dans les exportations de matériel militaire canadien. Par exemple, les années 1974 et 1975 ont été des années creuses, avec environ 280 millions de dollars d'exportations chacune. En 1985, l'industrie a atteint un sommet, avec 1,9 milliard d'exportations, et une somme comparable a été atteinte en 1991, au cours de la montée en puissance et des combats menés lors de la guerre du Golfe.

Aux fins de la recherche, on a classifié les contrats suivant trois critères. On trouve premièrement les listes de contrats militaires principaux sans classification attribués par le ministère de la Défense nationale. Viennent ensuite les contrats militaires d'exportation conclus par la Corporation commerciale canadienne, au nom de gouvernements étrangers, principalement le gouvernement américain. Enfin, on trouve les marchés passés par le Pentagone directement avec des sociétés canadiennes, qui représentent au total environ 80 p. 100 de l'ensemble de la production militaire du Canada.

Selon les recherches faites sur ces trois types de contrats, les six grands entrepreneurs principaux du Canada sont SNC Industrial Technologies Incorporated et Bombardier, tous deux de Montréal; Computing Devices Company, d'Ottawa; Standard Aero Limited, de Winnipeg; Allied Signal Aerospace, de Rexdale, en Ontario; enfin Bristol Aerospace, de Winnipeg. Ces six sociétés ont fait état, en tout, de contrats principaux représentant plus de 100 millions de dollars au cours de l'exercice 1990-1991. Dans trois des six cas, les ventes de matériel militaire estimatives ou déclarées correspondaient à moins de la moitié des ventes totales.

Sur les 20 principaux entrepreneurs canadiens, qui ont obtenu quelque 60 p. 100 des contrats publiés visant du matériel militaire au Canada, toujours selon les trois facteurs que j'ai mentionnés précédemment, 11 entreprises avaient estimé ou déclaré des ventes de matériel militaire correspondant à moins de la moitié de leurs ventes totales. En passant, comme huit de ces 20 principales entreprises sont du Québec, on comprend pourquoi le Bloc s'intéresse à la question.

Qu'est-ce que ces entreprises produisent? Même si le Canada se classe vraiment au 14<sup>e</sup> rang mondial comme producteur d'armes conventionnelles, j'ai ici une liste, que j'ai obtenue de la Bibliothèque du Parlement, sur laquelle figurent environ 180 entreprises engagées dans la production de matériel électronique

et avionique militaire. Ces entreprises produisent des choses qu'en général, on ne peut même pas prononcer, encore moins produire. Une grande partie de ces entreprises font partie de la nouvelle économie à forte intensité de connaissances, leurs employés étant très éduqués, pour ne pas dire carrément brillants.

En raison de la grande intelligence des employés et de la nature très spécialisée des produits, je doute sérieusement qu'un gouvernement fédéral reconnu pour son inefficacité pourrait réellement faire quelque chose pour aider ces entreprises, de sorte qu'il finirait simplement par leur faire cadeau de deniers publics, ce à quoi je m'oppose énergiquement.

• (1615)

De plus, comme je l'ai indiqué, un grand nombre des entreprises participant à l'industrie militaire consacrent moins de 50 p. 100 de leur production à des fins militaires. Il faut espérer qu'elles puissent reconvertir un fort pourcentage de leurs activités à des fins non militaires. Étant donné les compétences des employeurs et des employés de ces entreprises de haute technologie, ce serait une grande perte pour le Canada, si ces employeurs devaient fermer leurs portes et si ces employés déménageaient aux États-Unis.

N'oublions pas toutefois que nous parlons d'une industrie dont la propriété est déjà à moitié étrangère. Cependant, je suis certain que les services de vente et de commercialisation des grandes entreprises et probablement les présidents des petites entreprises se sont depuis longtemps rendu compte que la guerre froide était finie et se sont attelés à la tâche pour trouver de nouveaux marchés où ils pourraient écouler leurs nouveaux produits non militaires.

Même les simples citoyens ont remarqué l'essor remarquable des industries à base d'informations et de connaissances, surtout celles qui fabriquent certains articles, comme les télécopieurs et les ordinateurs personnels, ou qui s'occupent de transport. Grâce à la grande superficie du Canada, nous sommes devenus des chefs de file dans le domaine des communications, industrie axée sur le développement de toutes sortes de choses, allant de l'acheminement de l'information au transport des biens et des personnes, de la diffusion des signaux de télévision aux prévisions météorologiques. J'ai bien l'impression que, à elle seule, la croissance économique ne peut pas nous permettre de continuer de jouer un rôle de premier plan dans ce secteur de haute technologie de l'économie mondiale.

En terminant, je crois qu'il est grand temps que le gouvernement revoie l'ensemble de son plan de défense. Je crois également que la pire chose que nous pourrions faire, ce serait d'aider une industrie en particulier. Cela encouragerait le gouvernement à intervenir davantage et bouleverserait encore plus les forces en présence dans une économie de marché.

**M. Francis G. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso):** Madame la Présidente, c'est avec intérêt que j'ai écouté les observations du député d'Okanagan—Shuswap sur cette motion.

Je dois dire que je trouve plutôt étrange que le député s'inquiète, au nom de son parti, des réductions des dépenses militaires que prévoit le gouvernement dans son budget, affirmant du